

## ALLOCATION FORFAITAIRE DE SOLIDARITÉ POUR LES PERSONNES ÂGÉES ET DÉMUNIES

## Les rappels vont être versés à partir de juin

**Les rappels liés à l'augmentation de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) (pension mensuelle versée aux personnes âgées de plus de 60 ans et démunies sans revenu) seront effectifs à partir de ce mois de juin, selon l'Agence du développement sociale (ADS). «Les personnes âgées, sans revenu, bénéficiaires de l'allocation forfaitaire de solidarité, qui ont bénéficié d'une augmentation de leurs pensions depuis mars dernier, percevront les rappels de l'année 2008 à partir du 1<sup>er</sup> juin prochain», avait-on précisé il y a quelques jours du côté de l'ADS.**

**C**es rappels seront payés en plusieurs tranches. Les rappels liés à l'augmentation de la pension concernant le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 seront versés à partir du 1<sup>er</sup> juin, et ceux du 2<sup>e</sup> trimestre de la même année seront versés à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain. Les rappels relatifs à l'augmentation du 3<sup>e</sup> trimestre seront attribués à partir du mois d'août, alors que ceux du 4<sup>e</sup> trimestre le seront en septembre prochain. S'agissant de l'augmentation du mois de janvier 2009 et qui concerne l'ensemble des bénéficiaires de l'AFS, les rappels seront versés également à partir du 1<sup>er</sup> juin prochain. Au total 708 000 personnes démunies bénéficiaires de l'AFS ont perçu une augmentation de leur pension, qui a été portée de 1 000 DA à 3 000 DA, depuis mars 2009, mais avec un



Photo : DR

effet rétroactif à partir du mois de janvier 2008. D'où un rappel pour la période de janvier 2008 à

février 2009, s'étalant donc sur 14 mois. Le montant du rappel total pour chacun des bénéfi-

ciaires s'élèvera à 28 000 DA : le différentiel mensuel à percevoir étant de 2 000 DA. Cette somme

de 28 000 DA sera donc payée en 4 tranches de 7 000 DA chacune, et ce, en 4 fois, de juin à septembre 2009. L'ensemble des catégories qui perçoivent cette pension bénéficient également d'une couverture de sécurité sociale. L'enveloppe financière globale consacrée à cette opération s'élève à près de 25 milliards dinars en 2009. Il faut souligner, aussi, qu'une opération d'assainissement du fichier des bénéficiaires de l'AFS a permis de suspendre provisoirement quelque 42 000 bénéficiaires.

Il s'agit, toujours selon l'ADS, de cas dont les dossiers sont incomplets, ajoutant que les personnes dont les dossiers seront complétés seront réintégrées avant la clôture de l'opération d'assainissement prévue ce mois de juin..

LSR

## A nos lecteurs...

**Années du service national.** Au regard de la loi relative à la retraite, les années du service national ne sont prises en compte comme années de cotisation pour la retraite qu'au titre de départ à la retraite à 60 ans, et sont équivalentes dans le calcul de la pension à 2,5% par année effectuée. Elles ne sont pas comptabilisées dans les retraites proportionnelles et anticipées, avant 60 ans.

**Qu'en est-il des rachats de cotisations ?** Seuls les travailleurs partant à la retraite à l'âge légal de 60 ans peuvent prétendre, sous certaines conditions, au rachat d'années de cotisation pour éventuellement atteindre les 32 années permettant d'obtenir une pension à taux plein de 80%. Voir l'article 10 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, article modifié par l'article 3 de l'ordonnance n°97-13.

**Les années d'invalidité sont-elles comprises dans le calcul de la pension ?** Les années d'invalidité sont intégrées dans le nombre total des années de cotisation à la Sécurité sociale et au régime de retraite. L'article 11 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, complété par l'article 6 de l'ordonnance n° 96-18, stipule dans son 3<sup>e</sup> alinéa que est assimilée à des périodes de travail : «Toute période pendant laquelle l'assuré a bénéficié d'une pension d'invalidité ou d'une rente d'accident du travail correspondant à un taux d'incapacité au moins égal à 50%».

**Quels droits pour les fils de chahid ?** L'article 42 de la loi n°99-07 du 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid précise que «les années de la guerre de Libération nationale constituent une période de travail effectif ouvrant droit au versement d'une pension de retraite et de sa liquidation au profit des enfants de chouchada en activité», et que cette période est prise en charge par l'Etat (article 43).

**Cumul réglementaire de pensions CNR et Casnos.** La loi et la réglementation à ce sujet sont claires. La pension de retraite pour l'activité salariée est perçue à partir de 60 ans (55 ans pour les femmes) ou de manière anticipée sous certaines conditions, et la pension de retraite pour activité non salariée (versée par la Casnos) est perçue à partir de 65 ans (60 ans pour les femmes). Il faut se référer au décret n°85-35 du 9 février 1985 relatif à la Sécurité sociale des personnes exerçant une activité professionnelle non salariée (décret paru au Journal officiel n°9 de l'année 1985). L'article 12 de ce décret (modifié par art 12 décret n°96-434), définit les règles du cumul des pensions : «Lorsque le travailleur a exercé successivement, alternativement ou simultanément une activité salariée et une activité non salariée, il peut pour l'ouverture du droit à pension faire appel à l'ensemble des périodes correspondant à l'une et à l'autre des deux activités ayant donné lieu à cotisation. Cependant, pour le calcul et la détermination de sa pension, l'organisme chargé de la retraite des salariés et celui chargé de la retraite des non-salariés (Casnors) procèdent, chacun en ce qui le concerne, à la validation et à la liquidation des droits auxquels ce travailleur peut prétendre, et ce, au prorata du nombre d'années de cotisations versées au titre de chacune des activités, et sans que les montants cumulés des deux pensions servies au titre de chacune des deux activités puissent être inférieurs au montant minimum garanti de la pension de retraite.»

**Combien d'années de cotisation pour percevoir la pension minimum ?** Pour bénéficier du montant minimum de pension — soit 75% du SNMG — dès l'âge légal de départ à la retraite, il faut justifier de 15 années de cotisations effectives pour la retraite.

## LA CRISE MONDIALE EST VENUE AGGRAVER UNE SITUATION DÉJÀ TENDUE

## La retraite, quelle retraite ?

La crise économique va obliger tout le monde à travailler plus longtemps. D'un côté, les déficits publics s'alourdissent, ce qui fait que les Etats auront toujours moins de moyens pour verser des retraites généreuses à leurs fonctionnaires. De l'autre, la chute des marchés fait fondre la valeur des plans d'épargne privés pour la retraite.

Il y a trois solutions possibles : relever les impôts, abaisser le niveau de vie des personnes âgées, ou retarder le départ à la retraite. La dernière serait-elle de loin la meilleure ?

Avant même que la crise n'éclate, la prétendue bombe à retardement démographique était déjà un sujet de préoccupation. Dans les pays riches, les gens sont mieux soignés et le nombre d'enfants par famille a baissé. Résultat de ces bienfaits : il y aura de moins en moins d'actifs pour faire vivre de plus en plus de retraités.

Les statisticiens mesurent le «ratio de dépendance», c'est-à-dire le rapport entre la population de plus de 65 ans et celle qui a entre 15 et 64 ans. L'ONU estime qu'entre 2010 et 2030, ce ratio sera passé de 19 à 33 aux Etats-Unis, de 25 à 40 au Royaume-Uni et de 35 à 65 au Japon. La crise est donc venue aggraver une situation déjà tendue. Les pays occidentaux durement frappés par la crise ont engagé des plans de relance pour empêcher la récession de dégénérer en véritable dépression. Au Royaume-Uni et dans quelques autres pays, les plans d'épargne retraite privés procurent une part importante du revenu des retraités. Mais la crise les a appauvris, eux aussi. Il existe deux sortes de fonds de retraite privés. Il y a d'abord les

plans proposés par certaines entreprises. Ils garantissent aux retraités un pourcentage fixe de leur dernier salaire. Les employeurs en question ont constitué des fonds de pension censés tenir cette promesse, et quelles que soient les évolutions de la valeur du fonds, ils sont tenus de respecter leurs engagements.

Les marchés se sont écroulés, et ces entreprises vont devoir compenser les manquements de leur fonds de pension. La crise actuelle pourrait donc signer la disparition définitive des plans de retraite à prestation garantie.

Il y a ensuite les systèmes où les retraites sont assises sur un pot commun de fonds, alimentés et investis au fur et à mesure des années, et où les épargnants ont été, éventuellement, aidés par leur employeur.

Las, la crise est passée par là : ces bas de laine ont rétréci, réduisant d'autant le montant des pensions futures.

Le financement des retraites est un véritable casse-tête. Mais il faut aussi voir le bon côté des choses : les gens vivent plus longtemps et en meilleure santé. Soyons honnête, si nous devons vivre jusqu'à 85 ans, est-il vraiment souhaitable que nous prenions notre retraite à 65 ans pour passer les vingt années suivantes affalés devant la télévision, dans la solitude et la déprime ?

Nombre d'analystes occidentaux considèrent qu'il vaudrait bien mieux, pour leurs enfants et eux-mêmes, travailler quelques années de plus, entretenir leur agilité d'esprit et percevoir une pension plus confortable au moment de prendre leur retraite.

LSR